

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ROCAL**

12 route de Lazy  
BP 28  
45730 Saint-Benoît-sur-Loire

Références : 564/2023  
Code AIOT : 0010001496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2023 dans l'établissement ROCAL implanté 12 route de Lazy 45730 Saint-Benoît-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 03/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été menée dans le cadre d'une opération spécifique "sécheresse"

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROCAL
- 12 route de Lazy 45730 Saint-Benoît-sur-Loire
- Code AIOT : 0010001496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ROCAL à Saint Benoit sur Loire est une entreprise ayant pour activité principale la transformation et le conditionnement sous vide de betteraves et de pommes de terre.

**Le thème de visite retenu est celui de la sécheresse**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Action nationale sécheresse – Situation du site et exemption	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Article 1 et Article 3	/	Sans objet
2	Action nationale sécheresse – actions et niveaux d'alerte	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Article 2	/	Sans objet
3	Relevé de consommation des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article 3.1.1.1	/	Sans objet
4	Volume des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.1.1	/	Sans objet
5	Prélèvements d'eau- Etude de réduction	Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.1.1	/	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.4	/	Sans objet
7	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article 3.1.3.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voir le tableau des constats ci-après

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Action nationale sécheresse – Situation du site et exemption

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Article 1 et Article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption à l'AM sécheresse du 30 juin 2023
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1</b> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.  <b>Article 3</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :  1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;  3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;  4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.  <b>Constats :</b> [C1] Exploitant doit apporter la preuve de son exemption à l'Arrêté ministériel « sécheresse » du 30/06/2023 et notamment justifier le taux de réutilisation de ses eaux de refroidissement au sein de son process.  <b>Observations :</b> En 2022 le site ROCAL a prélevé 155451 m <sup>3</sup> dans la nappe de Beauce et 77 m <sup>3</sup> au réseau AEP. Il est

par ailleurs soumis à autorisation depuis le 14 septembre 2004, pour les activités de préparation et conditionnement de betteraves rouges et pommes de terre.

Les eaux issues des forages servent à produire la vapeur d'eau servant à l'épluchage des produits (chaudières), mais également au refroidissement des produits au sein des stérilisateurs. Après passage en citerne, une partie des eaux de refroidissements sont réutilisées (et donc recyclées), pour le nettoyage des machines et le lavage des matières premières.

Afin de conclure à son exemption à l'Arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'exploitant doit amener la preuve du taux de recyclage de ses eaux pour satisfaire le 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023..

Documents transmis : synoptique de l'eau

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Action nationale sécheresse – actions et niveaux d’alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Actions menées en fonction des niveaux d’alerte/volume de référence
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Art. 11 - AP cadre sécheresse du Loiret du 02/06/2023</b> Mesures applicables dès franchissement du seuil : <ul style="list-style-type: none"><li>- de vigilance : Sensibiliser les exploitants d’ICPE, les industriels et les établissements commerciaux aux règles de bon usage d’économie d’eau ;</li><li>- d’alerte (DSA), d’alerte renforcée (DAR) et de crise (DCR) : Suppression des usages hors process et sanitaires. Les opérations exceptionnelles consommatrices d’eau et génératrices d’eaux polluées sont reportées (exemple d’opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</li></ul> <b>Article 2 – AM sécheresse du 30/06/2023</b> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li><li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li><li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li><li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li></ul> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.</p> <p>Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p>

<p><a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>. La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>[C2] Dans le cas où le site ne serait pas exempté de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, l'exploitant doit transmettre à l'inspection le calcul du volume de référence et préciser les taux de réductions ont été appliqués le cas échéant</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'entrée du site est localisé en zone d'alerte au statut de "vigilance" au jour de la visite d'inspection (zone d'alerte "Loire-aval"). Cependant il est à noter que le site est coupé en deux, la partie Nord du site (et donc le forage "pommes de terre") est en zone d'alerte au statut de "crise" quand la partie Sud (forage "betteraves") est en zone d'alerte au statut de "vigilance".</p> <p>L'exploitant a mis en place les mesures suivantes sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Affichage de consignes spécifique sécheresse à proximité de la badgeuse ;</li> <li>- Rappel des consignes de nettoyage et d'utilisation raisonnée de l'eau (passage de la raclette plutôt que du jet d'eau,...) ;</li> <li>- Absence de nettoyage grandes eaux des bâtiments en période de crise.</li> </ul> <p>L'exploitant a par ailleurs effectué les déclarations de ses rejets sur le site "Démarche-simplifiée" durant la période de crise. Un rappel sur le remplissage du logiciel (déclaration de l'onglet "eaux souterraines" plutôt que "eaux superficielles") a été faite par l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Relevé de consommation des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des Prélèvements et des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. [...] Le relevé des volumes est quotidien et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.
<b>Constats :</b> [C3] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des débits instantanés et le débit maximum journalier des forages, du fait de l'absence de dispositif de mesure totalisateur sur l'ensemble des ouvrages de prélèvements [
<b>Observations :</b> L'exploitant doit mettre en place le relevé quotidien des volumes prélevés. L'exploitant doit être en capacité de prouver le respect des débits instantanés de ces deux forages (60m3/h) et le débit maximum journalier (960m3/j). La mise en place d'un débitmètre sur le forage qui en est dépourvu est donc nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Volume des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Volume des prélèvements
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 60 m3/h en débit instantané,</li><li>- 960 m3/j maximum,</li><li>- 150 000 m3/an en eau, prélevée dans la nappe des calcaires d'Etampes à partir du forage.</li></ul>
<b>Constats :</b> [C4] En 2022, l'exploitant a dépassé le volume de prélèvement annuel autorisé.
<b>Observations :</b> Le débit mentionné sous GEREP de 155451 m <sup>3</sup> pour l'année 2022 devra demander à être modifié par la valeur réelle de 159492 m <sup>3</sup> (erreur de saisie). Les rejets raccordés devront également être déclarés dans GEREP. L'exploitant doit indiquer les mesures prises pour éviter tout dépassement à l'avenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Prélèvements d'eau- Étude de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Art. 3.1.1.1 de l'AP du 14/09/2004</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.  <b>Article 3.1 de l'APC du 03/12/2018</b> Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude portant sur la réduction de consommation d'eau prélevée dans la nappe des calcaires d'ETAMPES, notamment en période de sécheresse (état de crise, état d'alerte).  <b>Article 3.2 de l'APC du 03/12/2018</b> Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une étude portant sur la réduction des débits d'eaux utilisés pour le refroidissement.
<b>Constats :</b> [C5] L'exploitant n'a pas fourni les études de réduction des eaux et de réduction des débits du système de refroidissement à l'inspection des installations classées.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre ces études à Mme la Préfète.  Par ailleurs, Madame la Préfète du Loiret a notifié à la société ROCAL un arrêté préfectoral complémentaire du 16/10/2023 définissant des modalités de diagnostic des prélèvements et rejets d'eau afin de mettre en place des dispositions de restriction des usages de l'eau et des rejets dans les milieux et des dispositions de gestion de crise. Cet arrêté complémentaire reprend notamment les prescriptions précitées en écart à la date de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article Art. 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, isolement de la distribution alimentaire...) ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li><li>- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.</li></ul> Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.
<b>Constats :</b> [C6] Le plan des réseaux n'est pas exploitable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Isolement du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/09/2004, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. leur entretien leur mis en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> [C7] La localisation de mise en œuvre du dispositif d'obturation en cas de pollution accidentelle n'est pas signalée.
<b>Observations :</b> Une bouée gonflable a été mise en place sur site afin de garantir l'absence de rejet dans le milieu en cas de déversement accidentel sur site. Celle-ci doit être insérée dans la canalisation indiquée sur la procédure et gonflée suivant la procédure disponible à côté de la bouée. La zone d'installation de ladite bouée doit être, selon la procédure interne, peinte en rouge. Cette peinture a été effacée avec le temps. L'exploitant doit repeindre en rouge la zone en question et s'assurer de la connaissance de la procédure par ses employés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet